



CHAPITRE 93

CHAPTER 93

Loi modifiant la charte de la ville de Richmond

An Act to amend the charter of the town of Richmond

[Sanctionnée le 6 février 1958]

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Préam-
ule.

ATTEUDU que la ville de Richmond a, par sa pétition, représenté:

Que dans son intérêt et celui des contribuables, ainsi que pour la bonne administration de ses affaires, il convient de lui accorder de plus amples pouvoirs que ceux qu'elle possède déjà sous l'autorité de sa charte, les lois 1 Edouard VII, chapitre 117; 5 George VI, chapitre 81; 14-15 George VI, chapitre 95; 1-2 Elizabeth II, chapitre 97, et 4-5 Elizabeth II, chapitre 100, et aussi d'apporter de nouvelles modifications pour ladite ville, à la Loi des cités et villes, et pour d'autres fins;

Attendu qu'il convient d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 64 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Richmond, par le suivant:

"64. Le maire et les échevins ne reçoivent pour leurs services ni salaire, ni profit, ni indemnité sous quelque forme que ce soit.

Le conseil peut cependant, par un vote des deux tiers des échevins, adopter un règlement accordant une somme annuelle ne devant pas excéder mille dollars pour le maire et cinq cents dollars pour chaque échevin, mais cette somme ne sera accordée qu'aux maire et échevins ayant assisté

S.R.,
c. 233,
a. 64,
rempl.
pour la
ville.
Services
gratuits.

Frais de
représen-
tation.

WHEREAS the town of Richmond has, Preamble.
by its petition, represented:

That in its interest and that of the ratepayers as well as for the good administration of its affairs, it is expedient that it be granted powers more ample than those which it already has under its charter, the acts 1 Edward VII, chapter 117; 5 George VI, chapter 81; 14-15 George VI, chapter 95; 1-2 Elizabeth II, chapter 97, and 4-5 Elizabeth II, chapter 100, and also that further amendments be made for the said town to the Cities and Towns Act, and for other purposes;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 64 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Richmond, by the following:

"64. The mayor and aldermen shall not receive any salary, profit or indemnity, in any form whatsoever, for their services.

Nevertheless the council may, by a two-third vote of the aldermen, enact a by-law to provide an annual sum not to exceed one thousand dollars for the mayor and five hundred dollars for each alderman, but such sum shall be granted only to the mayor and to aldermen who have

R.S.,
c. 233,
s. 64,
replaced
for town.

Services
gratui-
tous.

Enter-
tainment
expenses.

à au moins les deux tiers des assemblées régulières du conseil. Cette somme sera considérée comme frais de représentation."

attended at least two-thirds of the regular meetings of the council. Such grant shall be considered as entertainment expenses."

S.R.,
c. 233,
a. 135,
rempl.
pour la
ville.
Époque
de la con-
fection.

2. L'article 135 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Richmond, par le suivant:

2. Section 135 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Richmond, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 135,
replaced
for town.

"**135.** Chaque année, avant le premier février, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste des personnes inscrites sur les rôles d'évaluation et de perception des taxes de la municipalité et possédant le sens électoral."

"**135.** Prior to the first of February of each year, there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list of the persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered in the electoral list."

Time of
prepara-
tion.

S.R.,
c. 233,
a. 143,
rempl.
pour la
ville.
Greffier
spécial.

3. L'article 143 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Richmond, par le suivant:

3. Section 143 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Richmond, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 143,
replaced
for town.

"**143.** Si, le troisième jour de février, le greffier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs ou n'a pas donné et publié l'avis requis par l'article 139, la Cour de magistrat ou le juge de district qui la préside, ou, si ce dernier est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un juge de district à qui est assigné le district voisin, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer cette liste."

"**143.** If on the third day of February, the clerk has not made the alphabetical list of electors, or has not given and published the notice required by section 139, the Magistrate's Court or the district judge presiding over it or, if the latter is absent or unable to act, of a district judge to whom the neighbouring district is assigned, on summary petition of any person entitled to be entered as an elector in the municipality, shall appoint a special clerk to prepare such list."

Special
clerk.

S.R.,
c. 233,
a. 173,
rempl.
pour la
ville.

4. L'article 173 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé, pour la ville, par l'article 3 de la loi 5 George VI, chapitre 81, est de nouveau remplacé, pour la ville de Richmond, par le suivant:

4. Section 173 of the Cities and Towns Act, as replaced, for the town, by section 3 of the act 5 George VI, chapter 81, is again replaced, for the town of Richmond, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173,
replaced
for town.

Élections. "**173.** Le maire et les échevins seront élus pour un terme de deux ans, selon les dispositions ci-après:

Rotation. Il y aura élection de la moitié des échevins chaque année, soit les échevins occupant les sièges numéro 1 et ceux occupant les sièges numéro 2, dans chaque quartier, alternativement. La date de l'élection du maire et des échevins sera le premier lundi juridique de mai.

Nouveaux quartiers. Lors de la création de nouveaux quartiers, l'échevin devant occuper le siège numéro 1 sera élu pour un an pour son premier terme d'office.

"**173.** The mayor and aldermen shall be elected for a term of two years pursuant to the following provisions.

There shall be an election of one-half of the aldermen every year, namely the aldermen for seats number 1 and those for seats number 2 in each ward, alternately. The date of the election for mayor and aldermen shall be the first juridical Monday of May.

Upon the creation of new wards, the alderman who is to occupy seat number 1 shall be elected for one year for his first term of office.

Elections.

Rotation.

New
wards.

Change-
ment.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de la municipalité concernée, changer la date des élections et celle de la présentation des candidats par lettres patentes.

Procé-
dure.

Les procédures et les avis sur cette demande sont, autant que possible, les mêmes que ceux requis pour l'obtention de lettres patentes en vertu des articles 12 et suivants de la présente loi.

Avis.

Avis de ce changement doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Terme
prolongé.

Le terme d'office du maire et des échevins actuellement en fonction, ou de leurs successeurs en cas de vacances, est prolongé de façon que leur élection respective coïncide avec la date prévue au présent article."

S.R.,
c. 233,
a. 181,
remp.
pour la
ville.
Date.

5. L'article 181 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Richmond, par le suivant:

"181. La présentation des candidats à une élection générale a lieu le dernier lundi du mois d'avril, de midi à deux heures de l'après-midi. S'il arrive que le jour de la présentation prévue par le présent article soit férié, elle a lieu le premier jour juridique suivant, aux mêmes heures."

S.R.,
c. 233,
a. 523,
am. pour
la ville.

6. L'article 523 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Richmond, en ajoutant à la fin l'alinéa suivant:

Avis par
le proprié-
taire.

"Lorsqu'un locataire quittera son logement, le propriétaire devra en aviser le secrétaire-trésorier de la ville dans les huit jours de son départ et à défaut de tel avis, le propriétaire sera personnellement responsable du paiement de toutes taxes de locataire alors dues."

S.R.,
c. 233,
a. 523a,
aj. pour
la ville.

7. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Richmond, en ajoutant après l'article 523, le suivant:

Réparti-
tion du
coût de
certains
travaux.

"523a. Quand il sera nécessaire de faire, dans une rue ou partie de rue, des trottoirs ou d'installer dans une rue ou partie de rue, des conduits d'égout, d'aqueduc, de gaz et d'électricité, ou autres conduits souterrains, le coût de ces travaux

The Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent, upon the application of the council of the municipality concerned, change the date for the elections and the date for the nomination of candidates.

Change.

The proceedings and notices for such application shall, as far as possible, be the same as those required for obtaining letters patent under sections 12 and following of this act.

Proceed-
ings.

Notice of such change must be published in the *Quebec Official Gazette*.

Notice.

The mandate of the mayor and aldermen now in office, or of their successors in case of vacancy, is prolonged so that their respective election will coincide with the date contemplated in this section."

Mandate
pro-
longed.

5. Section 181 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Richmond, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 181,
replaced
for town.

"181. The nomination of candidates at a general election shall be held on the last Monday of the month of April, from noon to two o'clock in the afternoon. Should it occur that the nomination day contemplated in this section be a holiday, it shall be held on the first following juridical day, during the same hours."

Date.

6. Section 523 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of Richmond, by adding at the end the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 523,
am. for
town.

"Whenever a tenant shall leave his dwelling, the owner must give notice thereof to the secretary-treasurer of the town, within eight days from his leaving, and, in default of such notice, the owner shall be personally liable for the payment of all tenant's taxes then due."

Notice by
owner.

7. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Richmond, by adding after section 523, the following:

R.S.,
c. 233,
added
for town.

"523a. When it shall be necessary to lay sidewalks in any street or part of a street, or to instal in any street or part of a street sewer, water, gas, electric or other underground conduits, the cost of such permanent works shall be appor-

Appor-
tionment
of costs of
certain
works.

permanents sera réparti pour un tiers aux frais de la corporation et pour les deux tiers aux frais des propriétaires riverains suivant l'étendue en front desdits terrains, conformément aux deuxième alinéa du présent article.

Lots angulaires.

Si un lot est situé sur un coin de rue, ruelle publique, voie publique ou place publique et que des travaux sont effectués sur chacune de ces rues, ruelles publiques, voies publiques ou places publiques, le propriétaire sera imposé tel que ci-dessus, sur le front le plus étendu de son immeuble; mais en aucun cas, il ne sera exempté de plus que cinquante pieds de front."

Évaluation fixe de certains immeubles.

8. Nonobstant toute loi générale ou spéciale, tout contrat ou règlement à ce contraire, la corporation de la ville de Richmond est autorisée à fixer l'évaluation de tous les terrains, bâtisses industrielles, machineries et accessoires que Richmond Wood Heel Co. Limited possède actuellement ou pourra acquérir, occuper, ériger ou installer dans la municipalité à partir du premier octobre, 1957, à la somme de cinquante mille dollars pour une période de cinq ans à compter du premier octobre 1957, et cette évaluation servira de base à l'imposition des taxes municipales et scolaires tant générales que spéciales de ladite compagnie.

Fonds industriel autorisé.

9. Nonobstant toute disposition législative à ce contraire, la ville de Richmond est autorisée à créer un fonds industriel d'un montant n'excédant pas cent cinquante mille dollars, pourvu que le ou les règlements en décrétant la création aient reçu les approbations requises par la loi pour les règlements d'emprunt, sauf que la majorité ayant voté sera toujours suffisante pour l'approbation par les électeurs propriétaires. Si les approbations requises sont obtenues, le conseil de la ville est autorisé, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, à contracter un ou des emprunts dont le total n'excédera pas cent cinquante mille dollars, pour acquérir, à l'amiable ou par expropriation, construire, entretenir, vendre ou louer des immeubles qui serviront en tout ou en partie à des fins municipales ou industrielles et, à consen-

tioned, one-third at the expense of the corporation and two-thirds at the expense of the bordering owners, according to the frontage of the said lands, in conformity with the second paragraph of this section.

If a lot is situated at the corner of a street, public lane or public road or place and work is carried out on each such street, public lane or public road or place, the proprietor must pay as aforesaid on the more extensive frontage of his immovable, but in no case, shall he be exempted for more than fifty feet of frontage."

Corner lots.

8. Notwithstanding any general law or special act, or any contract or by-law to the contrary, the corporation of the town of Richmond is authorized to fix the valuation of all the land, industrial buildings, machinery and accessories that Richmond Wood Heel Co. Limited presently possesses or may acquire, occupy, erect or install within the municipality from and after the first of October, 1957, at the sum of fifty thousand dollars for a period of five years reckoning from the first of October, 1957, and such valuation shall be used as a basis for the imposition of the municipal and school taxes both general and special of the said company.

Fixed valuation of certain property.

9. Notwithstanding any legislative provision to the contrary, the town of Richmond is authorized to establish an industrial fund in an amount not exceeding one hundred and fifty thousand dollars, provided that the by-law or by-laws ordering the establishment thereof have received the approvals required by law for loan by-laws, save that the majority of those who have voted shall always be sufficient for the approval by the elector proprietors. If the required approvals are obtained, the council of the town is authorized, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, to effect one or more loans the total of which shall not exceed one hundred and fifty thousand dollars, to acquire by agreement or by expropriation, erect, maintain, sell or lease immovables to be used, in whole or in part, for municipal or indus-

Industrial fund authorized.

tir, à même ce fonds industriel, des prêts hypothécaires pour l'établissement d'industries qui seraient à l'avantage de toute la population. La ville est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, pour la ville, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant le service de la dette sur le ou lesdits emprunts contractés pour l'acquisition ou l'érection desdits immeubles.

Emploi
des
sommes
perçues.

Tel montant provenant de ces ventes ou louage devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la ville à ce sujet et au paiement du capital, des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des bâtisses et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec. La ville devra exiger que tout prêt consenti par elle, en vertu des présentes dispositions, soit garanti par première hypothèque sur les terrains et les bâtisses. Elle pourra aussi prendre une garantie sur la machinerie sans être obligée d'en avoir la possession pour garantir la créance de la ville au même titre que les immeubles.

Acquisi-
tion.

Advenant le cas où la ville serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur de même que la machinerie, et ensuite, les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement desdits emprunts; sauf si la Commission municipale permet d'en disposer autrement.

Pouvoir
d'emprunt
non
affecté.

Ces emprunts pour les fins du fonds industriel n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la ville pour ses fins municipales.

Entrée en
vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

trial purposes, and to make, out of such industrial fund, hypothecary loans for the establishment of industries calculated to benefit the whole population. The town is authorized to sell or lease the said immoveable or immoveables upon such conditions as it may determine, provided that the selling price be not less than the cost of the said immoveables to the town, and that the rent thereof be not less than the amount representing the service of the debt on the loan or loans effected to acquire or erect the said immoveables.

Use of
sums
collected.

Any amount received from such sales or leases shall be used to extinguish the liabilities incurred by the town in the premises and to pay the principal, interest and other legitimate expenses and costs incurred in that respect, including expenses to maintain and improve the buildings and lands acquired under these provisions. The surplus of such money shall be deposited in a special fund the use of which, in whole or in part, shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission. The town shall require that any loan it may grant under these provisions be secured by first hypothec on the lands and buildings. It may also take security on the machinery without being obliged to have the possession thereof to secure the claim of the town on the same basis as the immoveables.

If the town should be obliged to protect its claim, it may acquire the immoveables hypothecated in its favour as well as the machinery, and subsequently resell or lease the same; the resale price or rent must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be used solely for the repayment of the said loans, unless the Quebec Municipal Commission permits it to be otherwise disposed of.

Acquisi-
tion.

Such loans for the purposes of the industrial fund shall not affect the borrowing power of the town for its municipal purposes.

Borrow-
ing power
not
affected.

10. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.